



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 06/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Mäder Composites France

177, avenue des frères lumière
cs 20111
84700 Sorgues

Références :D-00756-2024
Code AIOT : 0006400428

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement Mäder Composites France implanté 177, avenue des frères lumière cs 20111 84700 Sorgues. L'inspection a été annoncée le 14/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale COV et afin de fournir des éléments complémentaires à l'instruction du dossier de réexamen des BREFS applicables à l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Mäder Composites France
- 177, avenue des frères lumière cs 20111 84700 Sorgues
- Code AIOT : 0006400428
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MÄDER Composites France est autorisée par arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 à exploiter sur le territoire de la commune de Sorgues un établissement spécialisé

dans la fabrication de résines utilisées dans la préparation de peintures et de vernis électrotechniques.

Les activités relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 3410-h (fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de matières plastiques) : 23 t/j.

Elles relèvent aussi de l'enregistrement au titre des rubriques :

- 2915-1-a (procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles) : 2000 t,
- 4331-2 (liquides inflammables de catégorie 2 ou 3) : 893 t.

Le site relève également de la directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------------------|--------------------------------------------------|-------------------|
| 1 | Canalisation des émissions | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I | Sans objet |
| 2 | Traitement des fumées - entretien | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18 | Sans objet |
| 3 | Traitement des fumées - conception | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19 | Sans objet |
| 4 | Traitement des fumées - matériel disponible | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5 | Sans objet |
| 5 | Traitement des fumées - consignes | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59 | Sans objet |
| 6 | Surveillance des rejets - mesure | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III | Sans objet |
| 7 | Respect des VLE - tableau des VLE | Arrêté Préfectoral du 31/10/2019 | Sans objet |
| 8 | Plan de gestion des solvants (PGS) | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement ne dispose pas de dispositifs de traitement des COV, leur abattement est réalisé par condensation des vapeurs en sortie des éléments de procédé. Les analyses réalisées en 2022 et 2023 indiquent des rejets en COV conformes.

Le site dispose d'un plan de gestion des solvants mais il n'a pas été fait mention de programme de réduction des quantités engagées.

les procédés utilisent des produits cancérigènes qui ne sont pas quantifiés. Ces deux derniers point seront examinés dans le cadre du réexamen IED au titre des BREFS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

| |
|--------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Canalisation des émissions |

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le site de Sorgues relève du classement IED au titre de la rubrique 3410. L'exploitant a déposé en décembre 2023 un dossier de réexamen de son BREF principal POL et du bref secondaire WGC. En complément des échanges sur site et de l'inspection des installations, le dossier de réexamen a servi de support pour le renseignement des points de contrôle de cette inspection.</p> <p>L'exploitant a présenté les activités du site, qui dispose de quatre types de productions de préparation de matériaux polymères réparties dans quatre ateliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - atelier résines alkydes de polymérisation par estérification (bâtiment D) ; - atelier résines polyester insaturées de polymérisation par estérification (bâtiments B, C) ; - atelier verniss électrotechnique consistant en des mélanges à froid (bâtiment E) ; - atelier résines composites de mélanges à froid comprenant des formulations à base de charges minérales (bâtiment D, F). <p>Chacun de ces quatre ateliers canalise les émissions gazeuses qui sont condensées dans des échangeurs refroidis par de l'eau froide issue d'une tour aéro-réfrigérante, la mise à l'atmosphère étant terminée par une simple canalisation métallique. La canalisation mesure 10 m entre la hauteur du sol et le sommet tel que prévu à l'article 3.2.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31/10/2019. Ces dispositifs sont nommés tours de lavage sur les plans du dossier de réexamen des BREFs.</p> <p>Lors de l'inspection des installations, nous avons pu constater de la présence de ces équipements dans chacun des ateliers.</p> <p>Dans les ateliers générant des émissions de poussières lors de l'ajout des charges minérales, des dispositifs de captation des poussières de type filtre à chaussette sont présents.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 2 : Traitement des fumées - entretien

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - entretien</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les deux dispositifs de collecte des poussières se déclenchent automatiquement lors de la mise en route des vis sans fin. Des systèmes d'alarmes automatiques complètent les contrôles visuels et</p> |

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>auditifs des opérateurs. Il n'y a pas de procédures écrites, le contrôle de ces dispositifs par les personnels étant pour l'exploitant une partie intégrante du savoir faire métier.</p> <p>Ces dispositifs sont entretenus annuellement. L'exploitant a présenté lors de l'inspection le dernier rapport d'entretien de la société Profiltre (n°CLB79147) daté des 3 et 4 octobre 2023.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées les rapports de maintenance des filtres à poussière pour l'année 2024.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Traitement des fumées - conception

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les procédés de synthèse et de formulation du site ne sont pas continus. Les opérations de maintenance des filtres à poussière ou de la tour aéro-réfrigérante, ont lieu pendant les périodes d'arrêt du site. En cas de panne la production est arrêtée.</p> <p>Pour rappel en dehors du procédé de condensation il n'y a pas de traitement particulier des émissions gazeuses.</p> <p>La maintenance de ces équipements est sous-traitée.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Traitement des fumées - matériel disponible

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - matériel disponible</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> |

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc. |
| Constats : Les maintenances des équipements de filtration des poussières est sous-traitée, à ce titre l'exploitant ne dispose pas de matériels consommables ou de pièces détachées en stock. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Traitement des fumées - consignes

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation et de sécurité |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. [...] Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : « - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; « - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. [...] - Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. |
| Constats : Le site de Sorgues permet la préparation d'un grand nombre de polymères et de formulations. Pour chaque préparation, une suite de consignes sont pré-établies pour les opérateurs, elles concernent les conditions opératoires, quantités, vérification, déroulement, consignes de sécurité et paramètres clés. Toutes les phases de la préparation sont incluses dans les documents. Un document spécifique est dédié aux remontées d'incidents, il est transmis alors aux cadres de l'entreprise. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Surveillance des rejets - mesure

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets |

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Dans son dossier de réexamen, Mäder a transmis les contrôles de 2023 (Apave mesure du 20/10/2023, rapport 100149640-001-1, accréditation COFRAC n°1-7202) des émissions canalisées pour ses ateliers A, B, C et D ainsi que pour les chaudières des mêmes ateliers.</p> <p>Les rejets des ateliers sont déclarés conformes.</p> <p>On relèvera que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mesure de flux massiques nuls pour les ateliers B et D et des flux massiques inférieurs à 2 kg/h pour l'atelier C. - d'une manière générale pour ces ateliers les concentrations les plus fortes en COV ont lieu en début de réaction ou lors des opérations de dilutions exothermiques. Ces concentrations peuvent atteindre 22,448 g/m³ en COV totaux pour l'atelier B. - l'absence de COV méthaniques - les rejets des ateliers sont déclarés conformes. <p>En revanche la mesure quantitative des COV n'indique pas leur nature. Les données présentées ne sont pas en mesure de démontrer l'absence de composés cancérogènes ou de composés listés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux rejets des installations classées soumises à autorisation.</p> <p>Le réexamen des BREFs applicables à l'établissement permettra d'apporter des réponses sur ces points.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : Respect des VLE - tableau des VLE

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 31/10/2029</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tableau des valeurs limites d'émission de l'installation</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 regroupant l'ensemble des prescriptions applicables à l'établissement ne précise pas les VLE applicables à l'établissement. Seule la valeur du flux est bornée à 3 % de la quantité de solvant utilisée.</p> <p>Les analyses transmises ne permettent pas de quantifier la somme des COV CMR émise. Des investigations plus poussées pourraient être préconisées lors du réexamen des BREFS applicables à l'établissement.</p> |

| |
|----------------------------------------------|
| |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Plan de gestion des solvants (PGS)

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS) |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté lors de l'inspection le Plan de Gestion des Solvants (PGS) pour 2023, auparavant l'inspection avait consulté le PGS 2022 joint au dossier de réexamen des BREFs. L'ensemble des entrées et sorties sont listées dans les documents présentés. Les quantités reportées dans les PGS sont identiques aux quantités transmises sur GEREP. La quantité de solvant consommé à été :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en 2022 de 1 015,43 t - en 2023 de 768,81 t <p>L'exploitant n'a pas de programme de réduction des quantités de solvant utilisées. La réduction de volumes de solvants utilisés sera un point d'attention lors de l'instruction du dossier de réexamen des BREFs.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |